

Chacun auteur et récepteur de savoirs

EUGEN BRAND

La communauté internationale regorge de déclarations, de pactes et de chartes, proclamant justice, liberté et paix pour tous. Nombreux sont les engagements, comme celui pris par 189 chefs d'État en 2000, affirmant dans le cadre de la Déclaration du Millénaire, leur volonté d'éradiquer la misère dans le monde. Des promesses se succèdent, portées par des élans de solidarité face aux catastrophes naturelles qui frappent nos sociétés, comme cela fut le cas en 2010 pour Haïti.

Quelle mémoire nos sociétés gardent-elles de la façon dont ces engagements et promesses sont tenus ou non, dont ils font évoluer les politiques et les lois, dont ils transforment les institutions et permettent un vivre ensemble ? Comment et à qui nos sociétés rendent-elles des comptes ?

Aucun pays au monde n'a, à ce jour, su réaliser la promesse d'une école où tous les enfants s'épanouiraient et grandiraient dans la découverte, la liberté, et le travail, développant de manière harmonieuse et créative leurs ressources artistiques, spirituelles, manuelles et intellectuelles. L'une des raisons en est certes l'économie qui marche en sens contraire du bien-être des personnes, des collectivités et des peuples. Durant plusieurs décennies par exemple, les membres du Mouvement ATD Quart Monde au Guatemala se sont mobilisés pour contribuer à obtenir un accord gouvernemental stipulant la gratuité de l'école, loi finalement adoptée en 2008. Mais dès son application, comme d'ailleurs dans tous les pays où la scolarité est devenue gratuite, des charges financières trop élevées continuent à peser sur les parents dont les ressources familiales dépendent de travaux journaliers, toujours incertains, ou parfois de mendicité. Leurs enfants restent aux portes de l'école. D'où l'absurdité, en France notamment, de penser pouvoir réduire l'absentéisme scolaire en brandissant aux parents, confrontés à l'injustice de la misère, la menace de leur couper les allocations familiales.

D'autres raisons font que cette promesse n'est toujours pas réalisée. Je pense à cet enseignant très engagé dans une école, située en zone d'éducation prioritaire en banlieue parisienne. Au début de chaque

année scolaire, avec les enfants de sa classe et leurs parents, cet enseignant signe l'engagement qu'à la fin de l'année chacun ait réussi l'acquisition de l'écriture et de la lecture, pouvant pour cela compter sur le soutien et la solidarité de tous les autres élèves de la classe. Pour cet enseignant, il ne s'agit pas là d'abord d'une question pédagogique, d'une manière originale de travailler en classe. Dans sa recherche d'un enseignement authentique, il s'emploie à vivre le sens premier du mot autorité. C'est-à-dire à autoriser au sein de son école un espace où la liberté des uns ne se termine pas là où commence celle des autres, mais se bâtit dans la rencontre avec les autres et leur propre recherche de liberté, chacun et chacune étant à la fois auteur et récepteur de savoirs.

L'engagement de cet enseignant rejoint en profondeur l'attente des familles en grande pauvreté. Celles-ci dénoncent la focalisation sur les problèmes des enfants, et le peu d'intérêt à se demander de quel savoir tout enfant a besoin. « *Savoir, nous disent-elles, c'est pouvoir s'exprimer, avoir une place parmi les autres, connaître ses racines, se reconnaître d'une famille, d'un milieu, avoir les moyens d'être maître de ses analyses. Avoir le pouvoir de faire des expériences dont on ne sort pas humilié mais fier.* »

« *Savoir, c'est d'abord avoir la conscience d'être quelqu'un, pouvoir donner une signification à ce que l'on vit, à ce que l'on fait. C'est pouvoir goûter au bonheur comme à une voie de libération, et par conséquent pouvoir participer à ce qu'est et fait autrui* », nous dit Joseph Wresinski lui-même.

La recherche actuellement menée par ATD Quart Monde en France au sujet de l'école, mobilisant dans un travail de réflexion de fond et de propositions d'action, des parents militants en situation de grande pauvreté, des enseignants, des associations de parents d'élèves, des syndicats d'enseignants, des chercheurs, des philosophes, des responsables politiques, est d'une importance capitale. Il se conclura par des *Ateliers pour l'École* qui se tiendront les 11, 12 et 13 novembre 2011 à Lyon, en partenariat avec l'École Normale Supérieure, le Centre Alain Savary, la Ville de Lyon et la Mission régionale d'information sur l'exclusion.

L'école a besoin d'être entourée et portée par une société qui refuse sans compromis de repousser certains élèves, des familles et des groupes entiers, aux confins de nos collectivités, de nos institutions, et de tous les carrefours où nous-mêmes faisons l'apprentissage de la vie. La société, à son tour, a besoin d'être sans cesse enrichie par de nouvelles générations de citoyens ayant grandi dans une école où le savoir s'acquiert et se partage grâce à une culture de la rencontre.

C'est au cœur de cette interdépendance entre société et école que cette dernière est appelée à se repenser, à se transformer et à innover. La réalisation des déclarations, pactes et promesses qui jalonnent la communauté internationale et qui ne sont rien d'autre que l'expression de nos idéaux, n'est possible qu'au prix de cette réciprocité-là. ■